

Christian Vanneste

2022

**Qui peut
sauver
la France ?**

LIBERTÉ POLITIQUE

Christian Vanneste

2022

**Qui peut
sauver
la France ?**

LIBERTÉ POLITIQUE

Dans son dernier roman *Anéantir*, Michel Houellebecq note qu'« on attend traditionnellement en France d'un président de la République qu'il ait un minimum de vision historique ». L'air de rien, cette idée est sans doute la clef de l'élection présidentielle prochaine. Ou les Français se rattacheront à cette tradition et choisiront le candidat qui possède une vision historique, ou ils se conformeront à cette fatalité que le général de Gaulle avait voulu repousser de toutes ses forces : « celle des peuples qui n'ont plus assez de forces pour se tenir debout et qui se couchent pour mourir. » L'enjeu est de taille. Il suppose que le peuple français ait toujours assez de forces pour exister ou non. Et s'il les possède encore, qu'il se tourne vers celui qui a une vision historique à la hauteur de l'enjeu.

Un peuple n'est pas une population sur un territoire, ni une juxtaposition d'individus isolés, ni un conglomérat de groupes réunis par une proximité géographique éphémère, par des accointances et des intérêts divers, par des goûts communs, ni moins encore une collection de communautés réunies sur les réseaux sociaux. Peut-il prétendre exister lorsqu'une communauté religieuse, culturelle, voire politique distincte se développe sur le territoire national sans appartenir à l'histoire de la nation, et en affichant des principes et des comportements opposés à ses traditions, jusqu'à se réclamer parfois d'États étrangers dont elle se sentirait davantage solidaire que de la France ? Un peuple est une nation et doit être comme une personne collective, avec une mémoire qui la dote d'une expérience et nourrit ses projets. Cet aller-retour permanent du souvenir vers le futur, de l'acquis vers le conquis, est le mouvement même de la psychologie personnelle. Il doit animer également celle des peuples. Or, ce qui fait de l'élection de 2022 un scrutin décisif, c'est que l'existence de la nation française est menacée. Lorsqu'un peuple est composé pour une part croissante d'individus qui ignorent son histoire – quand on ne leur a pas appris à la détester –, qui se sentent, au fur et à mesure d'une démographie sans cesse davantage liée à l'immigration, appartenir à des destins étrangers, par leur origine, à celui de la France, qui, pour les plus ambitieux tournent cette ambition vers des horizons plus radieux que ne le paraît celui de notre pays, qui enfin apparaissent de plus en plus comme des “particules élémentaires”, hors des familles enracinées qui sont le noyau dur de toute nation, un tel peuple risque de ne plus pouvoir penser et se penser comme une nation, capable de se projeter dans l'avenir au long cours

à l'occasion des élections décisives. Bref, un tel peuple ne peut même plus être l'acteur d'une démocratie. L'addition des voix et des intérêts ne forme pas une volonté générale ! La dispersion des suffrages, le risque d'une élection par défaut, comme la précédente en 2017, pourraient bien confirmer que le peuple français appartient au passé. Seule pourrait démentir ce funeste pronostic l'élection d'un candidat qui affirmerait haut et fort qu'il y a une nation, que celle-ci doit protéger et renforcer son identité, que le projet qui doit l'animer repose avant tout sur sa continuité historique et sur la volonté de lui voir retrouver une place digne d'elle dans le monde.

Un tel candidat s'est appelé Charles de Gaulle. Il s'appelle aujourd'hui Éric Zemmour. Il ne s'agit pas de comparer ces deux hommes que tout sépare à l'origine. Le premier est un général catholique formé dans l'ambiance patriotique d'avant la Première Guerre mondiale. Il est devenu l'un de nos plus grands hommes d'État parce qu'il a su saisir l'opportunité d'événements exceptionnels au niveau desquels il fut seul à s'élever. Zemmour est un journaliste, de famille berbère et de confession juive, un essayiste qui avoue s'être lancé dans l'action politique parce que personne d'autre n'y allait, avec « cette idée de la France » qui l'animait, lui aussi, depuis toujours. Le point commun est là : tous deux sont inspirés par les mêmes sentiments au cœur d'une même démarche : le passé de la France, « de la grandeur au déclin », doit soulever l'espoir d'un renouveau, d'un rétablissement de sa puissance, comme cela s'est produit à plusieurs reprises dans l'histoire. Bien sûr, la France ne sera plus celle de Louis XIV, mais au moins pourrait-elle ressembler à celle de Georges Pompidou. Ni de Gaulle ni Zemmour ne sont des politiciens à vue courte, mais tous deux sont des passionnés de la France et de son histoire, des passionnés de la politique au sens noble du terme, qui, après avoir longuement observé et analysé la vie politique, ont fini par posséder une vision plus claire de celle-ci que les acteurs qui s'y vautrent, et c'est pourquoi ils peuvent mieux que ces derniers trouver et oser les solutions qui s'imposent sans les entraves des combinaisons partisans et des jeux personnels.

La “vision historique” est indispensable à l'homme d'État. Chez les politiciens, elle est souvent enlisée dans les manœuvres tacticiennes et à court terme. Chez les idéologues, elle gonfle jusqu'à devenir une marche vers la fin de l'histoire. Chez les hommes d'État, elle écarte cette idée que l'histoire aurait une fin, qu'elle serait

soumise à une loi du devenir obligeant à s'y soumettre, mais elle ouvre une perspective à long terme, qui permet, en rassemblant les expériences du passé et en prenant conscience des évolutions scientifiques, techniques, économiques et sociales, de faire des choix, de participer intelligemment à cette vaste partie d'échecs qui n'aura pas de fin, et dont il faut demeurer l'un des joueurs.

Zemmour possède à l'évidence cette "vision historique". Il la possède bien plus que les brillants normaliens, énarques, polytechniciens ou diplômés de HEC, qui dirigent la France depuis bien longtemps en multipliant les erreurs, les fautes et en accumulant les défaites. Souvent prisonniers de leur carrière et bouffis d'une vanité acquise très tôt, ils n'ont le plus souvent aucune vision historique. Si l'on se tourne vers les autres candidats à l'élection prochaine, cette dimension historique est tronquée ou même absente. Désormais, elle est totalement étrangère à la gauche qui a trouvé des substituts à la grande nation porteuse du progrès, conquérante avec la Révolution, à la classe laborieuse, au prolétariat mondial qui lui succéda. Les socialistes, les communistes, ou plutôt leurs résidus, se tournent désormais vers le vaste monde de la misère qu'il faudrait accueillir et vers les minorités intérieures qui en résultent. Malgré le caractère très marginal de sa participation à l'éventuel réchauffement climatique, la France n'existe pour les gauchistes, écologistes ou non, que dans la mesure où elle est coupable. C'est certes une vision historique, mais qui déforme le passé et condamne l'avenir. Le seul sens de l'histoire qui subsiste à gauche est un sens interdit, interdit pour la France. La haine de soi qui anime la gauche ne parvient pas à comprendre qu'elle encourage la haine des autres envers nous et notre remplacement. Peu importe le mot qui sera inscrit sur l'épithaphe du peuple français : métissage, créolisation. En perdant son identité, il aura cessé d'exister, et avec lui une civilisation dont chaque Français doit au contraire reconquérir la fierté.

Plus au centre, depuis longtemps chez nos brillants technocrates, ces extraordinaires inspecteurs des finances qui entouraient déjà Pétain et ont coulé beaucoup de nos grandes entreprises, l'épaisseur du temps s'est rétrécie au court terme des ajustements et des expédients budgétaires, des progrès sociétaux offerts aux minorités remuantes, et des intérêts bien compris de la caste et de ses membres. Notre oligarchie diplômée est armée de deux registres, celui de son cursus dans les grandes écoles, long comme

un jour sans pain, et celui, bizarrement beaucoup plus court, de ses réussites dans le monde réel. Qu'importe, elle se croit seule à receler la légitimité du pouvoir réduit à la gestion parce que la politique serait réduite à l'économie. La vision historique ne serait que nostalgie, comme diraient Éric Woerth ou Alain Juppé : avec Macron, ils voient la dilution de la France dans une Europe régénérée par une immigration africaine et musulmane, largement ouverte au monde comme un avenir radieux pour le microcosme transhumanisé qui continuera à gérer les organismes dirigeants de la technocratie mondiale. Il y a bien là une vision de l'histoire, celle d'une rivière dont la source va se tarir, qu'un affluent va remplacer, et qui ira se perdre dans le fleuve de l'Europe et dans l'océan du monde. Néanmoins, ceux qui se croient les meilleurs nageurs imaginent pouvoir atteindre l'Eldorado du gouvernement mondial.

Selon Édouard Balladur, Emmanuel Macron est « un opportuniste, qui commet les fautes de celui qui ne connaît pas l'Histoire ». Ce jugement peu amène de l'un des derniers hommes d'État que la France a connus mérite d'être analysé. Balladur avait un modèle historique qui explique sa politique, et parfois aussi la distance personnelle qu'il pouvait avoir avec les électeurs. Il s'agit de Richelieu qui n'avait nul besoin d'être élu pour viser l'intérêt du Royaume de France avec pragmatisme. Macron est aux antipodes : il est en même temps le produit caricatural de notre oligarchie et un démagogue court-termiste prêt à toutes les manipulations et gesticulations à finalités électoralistes.

Comme tout le microcosme qui, pour son malheur, dirige notre pays, il considère que la France appartient au passé, qu'elle devra dans le futur se contenter d'une place modeste en s'adaptant au nouveau monde, en étant une "start-up nation", au sein d'une Europe multiculturelle et rajeunie par l'immigration. Cela n'obérera guère le devenir de la caste à laquelle Macron appartient : elle continuera d'évoluer dans les sphères des pouvoirs économiques et politiques de plus en plus mêlés, d'une grande entreprise multinationale à une organisation de régulation internationale, et ne parlera plus bien sûr que le sabir atlantique, issu de l'anglais. « Il n'y a pas de culture française », a osé dire celui qui occupe actuellement l'Élysée. On peut sans doute appeler cela une "vision de l'histoire". C'est dans le fond l'aspect négatif de la fin de l'histoire kantienne, de la démocratie universelle rêvée par Fukuyama.

On sait désormais que cette “démocratie” est de moins en moins démocratique et de plus en plus oligarchique, technocratique et même totalitaire, tant la pensée unique et le politiquement correct y exercent un terrorisme intellectuel, tant la politique internationale menée par le chef de file américain se fait de plus en plus unilatérale et impérialiste, accompagnée par la meute des médias et des Gafam qui imposent ce qui se présente bien comme une idéologie intolérante, castratrice de la liberté de penser. On sait aussi que d'autres civilisations, d'autres nations résistent à cette emprise, à la domination du prétendu “Empire du Bien”, et font percevoir davantage le futur comme un conflit civilisationnel. Macron n'est que le champion français de cette dissolution de la France et de l'Occident chrétien dans la mondialisation voulue par les partisans du “cercle de raison”, qui, à force de se vouloir très rationnels, sont de moins en moins raisonnables.

Mais « en même temps », il est le grand gesticulateur, le grand distributeur, au verbe long et à l'action courte. Et là, il n'y a plus de vision du tout mais une instrumentalisation assez scandaleuse et méprisante de l'histoire de notre pays avec un fil conducteur qui est la repentance, et une intention évidente qui est le racolage communautariste. La France serait une grande coupable envers tous et toutes, et il faudrait qu'elle s'excuse auprès des uns et des autres, s'agenouillant au-dehors et tendant la sèbile aux voix au-dedans : elle serait lourdement impliquée dans la Shoah, aurait commis le crime contre l'humanité de la colonisation, pratiqué la torture et l'assassinat en Algérie, aurait accompagné le “génocide” rwandais, et doit indemniser une nouvelle fois les Harkis dont les enfants sont des électeurs dignes d'intérêt. Que l'État français ne fût pas la France, que la colonisation ait apporté de multiples bienfaits, développé des infrastructures, éduqué et soigné des populations, que les horreurs commises par le FLN en Algérie aient justifié une répression proportionnée et une punition exemplaire des traîtres qui le soutenaient, que parmi ces horreurs, en première ligne, se trouvent le non-respect des accords d'Évian et le massacre accompagné de tortures des Harkis et de Pieds-noirs, que la tragédie rwandaise ait été provoquée par une opération machiavélique du président actuel, Paul Kagamé, M. Macron n'en a cure, tant son mépris pour le peuple français lui fait croire que le priver de toute fierté mémorielle est possible, et qu'il y sera même insensible le jour de l'élection.

Par ces deux aspects, M. Macron veut liquider la nation française et son histoire. Or, c'est la conscience de cette histoire, non pas de la connaissance apparemment froide et très souvent idéologique que l'on trouve chez les "historiens", lesquels ne sont jamais des scientifiques neutres, mais la mémoire commune, transmise de génération en génération et inspirant la solidarité entre les vivants et les morts, insufflant la fierté des premiers envers les efforts et les sacrifices des seconds, qui entretient la nation et féconde l'esprit national. C'est ce qu'a compris Vladimir Poutine qui n'arrête ni ne commence l'histoire de la Russie en 1917, comme des imbéciles font naître notre pays en 1789 voire en 1792, oubliant son nom pour le remplacer par l'abstraction de la République. Pour qu'un peuple soit un "démos" capable de choisir son avenir dans le cadre d'une démocratie, il faut qu'il soit porté par la conscience d'une unité liée indissolublement à son identité qui est le fruit de son histoire. Ce que M. Macron enterre, ce n'est pas seulement la France, c'est la démocratie ! La formule qui conclut les discours d'Éric Zemmour – « vive la République, et surtout vive la France » – résume fort bien ce qui le sépare du président sortant : la vision de l'histoire.

« **P**lus que jamais, il me fallait donc prendre appui dans le peuple plutôt que dans les "élites" qui, entre lui et moi, tendaient à s'interposer... » Cette phrase souligne la profonde méfiance qui commençait de saisir de Gaulle dès 1944 envers ceux qui s'ingénieraient à lui reprendre le pouvoir qu'ils avaient laissé rouler dans le caniveau avant qu'il le relève. L'histoire d'une nation est le résultat croisé de l'action de trois acteurs soutenus ou non par des éléments plus ou moins étrangers à la volonté humaine, l'étendue du territoire, sa situation géographique, la démographie de sa population, et les richesses de son sol en fonction des besoins de l'époque. Quant aux trois acteurs humains, le premier est le peuple, le second son élite, et le troisième les grands hommes qui en prennent la tête aux moments cruciaux. La France a connu son apogée lorsqu'elle était la nation la plus peuplée d'Europe, lorsque la plus grande partie des Français cultivait la terre la plus riche et la plus abondante du continent, que son élite assurait sa suprématie militaire, affirmait son excellence culturelle comme un modèle pour les autres peuples jusqu'à leur imposer sa langue, lorsque ceux qui la guidaient étaient à la hauteur des capacités de leur monture. Cet "alignement des astres" n'est pas fréquent. Il dure peu. Richelieu fut excellent. Louis XIV



hissa la France au sommet de son histoire, mais en prépara inconsciemment la chute en persécutant les protestants, en centralisant le pouvoir de manière excessive et en amollissant une noblesse faite pour les champs de bataille plus que pour la Cour.

Depuis, la France n'a jamais plus retrouvé cette coalition du peuple, de son élite et de ses chefs. Le peuple a perdu sa supériorité démographique et est passé, au fur et à mesure de ses défaites – en 1814, en 1815, en 1870, en 1940, avec la seule victoire de 1918 qui fut aussi et surtout une épouvantable saignée – d'un élan dominateur et conquérant à un esprit de repli, de protection, de renoncement, dont le général de Gaulle l'a libéré momentanément et superficiellement. Il est difficile de persuader un peuple de sa grandeur lorsqu'il perd son Empire, et se retrouve en fait en situation d'infériorité économique par rapport au partenaire allemand, et obligé de compter sur l'appui américain pour maintenir un certain niveau sur le plan militaire. Ce n'était pas encore le cas au temps du Général, mais c'est la réalité d'aujourd'hui dont se contentent allègrement Macron et la plus grande partie de l'élite française. Celle-ci a été beaucoup trop divisée par les idéologies. Elle a vu naître en son sein d'abord des idées qui s'écartaient de l'intérêt national mais qui faisaient valoir leur universalisme missionnaire dans le monde entier, puis, à mesure que le cocon des concours et des grandes écoles enfermait la caste dans son microcosme de vanités et de sur-estimation de soi, elle s'est mise à déconstruire, à s'autodétruire avec la satisfaction d'être écoutée ailleurs, sans voir qu'elle ne fécondait plus la puissance française, en dehors cependant de quelques belles réussites scientifiques et techniques : égalitarisme niveleur et castrateur, éradication de l'autorité, contestation de la hiérarchie, effacement des différences naturelles et nécessaires qui fondent la complémentarité et la solidarité dans une société organique, individualisme libertaire réduisant la liberté au caprice, destruction systématique de la famille indispensable à la transmission des biens matériels et des valeurs spirituelles, communautarisme pimenté à la haine de soi. Une élite qui passe son temps à préférer les "autres", à parler leur langue, à dénigrer l'identité nationale, et donc à trahir son rôle d'entraîneur de la nation, n'est plus qu'une oligarchie dénuée de véritable légitimité. Celle à laquelle était confronté de Gaulle au point de lui préférer le peuple était cependant bien meilleure que celle que nous subissons car elle comprenait encore ceux que la Résistance avait sélectionnés.

C'est de celle d'aujourd'hui que proviennent la plupart des candidats à l'élection présidentielle : les partis politiques, la haute administration, les cabinets favorisent les soucis de carrière qui l'emportent sur les convictions. Le syndicat des sortants est prêt à tout pour préserver les places qu'il occupe : l'ex-socialiste Macron aura servi de bouée d'abord à ses amis socialistes, puis aux élus d'un parti qui ose parfois encore se réclamer du gaullisme, malgré l'origine américaine de son appellation actuelle : les Républicains. Pour les uns, c'est déjà fait. D'autres s'y préparent. La firme familiale qui campe dans l'opposition stérile mais confortable entend bien y demeurer. Ce double constat soulève les plus grands doutes sur l'authenticité des valeurs qui animent M^{me} Le Pen ou M^{me} Péresse. La première est prête à la démagogie électoraliste plus qu'aux réformes indispensables pour remettre notre pays dans la course. La seconde chasse les idées à la mode avec son filet à papillons. Aucune des deux n'est assez courageuse pour mettre fin à la dérive socialiste, à la démagogie éhontée, à la course suicidaire aux déficits et à l'endettement qui, mal compensés par une fiscalité décourageante, entraînent le déclin économique de notre pays. Aucune des deux n'a la volonté d'enrayer la décadence sociétale qui étouffe le vouloir-vivre d'un peuple dans l'hédonisme consommateur, qui aveugle notre population lorsque celle-ci se trouve en voie d'être remplacée par le jeu discret des cercueils et des berceaux.

Reste l'espoir d'un homme providentiel, d'une volonté d'abord capable de briser les réticences du microcosme politique et médiatique, capable ensuite d'enrayer les manipulations et la désinformation qui persistent à présenter un candidat patriote, libéral-conservateur et en fait gaulliste, comme un "polémiste d'extrême-droite", capable enfin d'aligner à nouveau les étoiles. Nietzsche disait : « Un peuple est un détour que prend la nature pour parvenir à six ou sept grands hommes et pour les éviter ensuite. » Espérons que le peuple français n'ait pas épuisé sa liste. Le discours de Zemmour devant le Mont-Saint-Michel sur la nécessaire puissance de la France était à la mesure de cet espoir.

Christian Vanneste,
homme politique, écrivain, philosophe

